

Pour des archives orales de l'immigration

« Histoire et mémoires de l'immigration : mobilisations et luttes pour l'égalité, 1968-1988 »

Tifenn Hamonic et Louisa Zanoun



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/afas/3169>

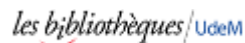
DOI : 10.4000/afas.3169

ISSN : 2109-9537

Éditeur

Association française des archives orales sonores et audiovisuelles

Ce document vous est offert par Bibliothèques de l'Université de Montréal



Référence électronique

Tifenn Hamonic et Louisa Zanoun, « Pour des archives orales de l'immigration », *Bulletin de l'AFAS* [En ligne], 44 | 2018, mis en ligne le 04 septembre 2018, consulté le 30 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/afas/3169> ; DOI : 10.4000/afas.3169

Ce document a été généré automatiquement le 30 octobre 2019.

Bulletin de l'AFAS. Sonorités

Pour des archives orales de l'immigration

« Histoire et mémoires de l'immigration : mobilisations et luttes pour l'égalité, 1968-1988 »

Tifenn Hamonic et Louisa Zanoun

- 1 Spécialisée dans l'histoire et la mémoire de l'immigration, la sauvegarde, la préservation et l'inventaire des archives de l'immigration en France et en Europe, l'association Génériques s'est donnée pour mission de faire connaître la manière dont le patrimoine culturel de la France s'est enrichi d'éléments liés aux apports de populations venues d'ailleurs. Association loi 1901, elle est créée en 1987 par des militants des droits de l'homme et des droits des travailleurs immigrés, parmi lesquels figurent par exemple Saïd Bouziri et Driss El Yazami qui ont dans les années 1970 largement investi des causes politiques, comme celles, entre autres, de la contestation de la « circulaire Fontanet » de février 1972 pour Saïd Bouziri ou encore celle des travailleurs immigrés et sans-papiers pour Driss El Yazami¹. Le comité de pilotage scientifique de l'association l'inscrit dès sa création à l'intersection du monde associatif d'aide aux immigrés et du monde universitaire : il comprend entre autres les chercheurs Le Huu Khoa, Albano Cordeiro, Abdelmalek Sayad, Benjamin Stora, Émile Temime, Bruno Étienne, Nancy Green et les acteurs associatifs Antonio Perotti et André Costes. Leur objectif peut se résumer ainsi :

Montrer l'ancienneté de la présence de l'immigration sur cette terre, la diversité des cheminements historiques et la profonde imbrication de cette histoire dans celle du pays tout entier donne à la situation actuelle toute sa densité et sa véritable complexité. De tels travaux, nécessaires sur le strict plan scientifique, seraient sans effet « sur le réel » s'ils n'étaient pas suivis par des projets culturels ambitieux qui rendent visible cette histoire pour le plus grand nombre et en particulier pour les jeunes générations. Celles-ci devraient pouvoir connaître de mieux en mieux – et faire leur – ce passé commun, y compris dans ses dimensions conflictuelles².

- 2 Dès la naissance de l'association, ses fondateurs ont conscience de la problématique de la préservation de la mémoire orale de l'immigration, en effet, les sources écrites sur le sujet, parfois lacunaires, les conditions des migrations ou les conditions de vie parfois précaires des immigrés ont pu contribuer à leur disparition. Ces témoignages qui offrent

une vision de l'histoire différente des sources institutionnelles, rendent leur conservation dans des centres d'archives publiques plus que nécessaire. Il s'agit de donner une voix à des hommes et des femmes dont la parole a trop souvent été marginalisée, ignorée et oubliée, et ainsi de redonner au témoin sa place dans l'histoire. Il est à noter que Génériques a effectué un travail conséquent pour sauvegarder ce patrimoine écrit en éditant le guide des sources *Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées XIX^e-XX^e siècles*, 1999 (tomes I, II, III) et 2005 (tome IV) et le portail des sources de l'histoire de l'immigration Odysseo (<http://odysseo.generiques.org>).

Problématique de la campagne

- 3 Le projet « Histoire et mémoires de l'immigration : mobilisations et luttes pour l'égalité, 1968-1988 » initié en 2012 et s'achevant en 2015, a permis le recueil de témoignages filmés d'un corpus de 31 témoins représentatifs de l'histoire du militantisme social, culturel, intellectuel et politique autour de la question de l'immigration en France. Ont été interrogés des actrices et des acteurs qui, par leur parcours, ont joué un rôle dans les mobilisations et les luttes pour l'égalité et ont contribué au changement des représentations des immigré·e·s.
- 4 Le choix de la période retenue, 1968-1988, n'est pas anodin. Ces vingt années, qui couvrent une partie des « années 1968 » et le premier septennat de François Mitterrand, ont été le théâtre de nombreuses luttes et mobilisations pour l'égalité des droits et la dignité ainsi que la reconnaissance des immigrés et de leurs enfants. En effet, la période est notamment marquée par les grèves et manifestations de mai-juin 1968, les grèves dans les usines, les mobilisations dans les foyers SONACOTRA, les mobilisations dans les bidonvilles et cités de transit, les comités, collectifs, et mouvements de travailleurs immigrés, les mobilisations contre les lois et circulaires Marcellin-Fontanet, Bonnet, puis Pasqua, les mobilisations contre les expulsions, les mobilisations contre les crimes racistes, la Marche pour l'égalité et contre le racisme, Convergence 84, les mobilisations pour le droit de vote des étrangers³.
- 5 Avec ce basculement d'une décennie à l'autre, il s'agissait aussi d'observer les évolutions et les continuités dans ces luttes, le croisement des générations, notamment les différences et les similitudes entre deux âges du militantisme de l'immigration : celui des premiers immigrés et celui de leurs enfants, nés ou éduqués en France. En retenant ces bornes chronologiques, Génériques souhaite mener une réflexion autour de 1968 et sur les notions de continuités, césure et de transition.
- 6 L'année 1968 est-elle un marqueur décisif des mobilisations et luttes pour l'égalité ? Alors que certains témoins expliquent comment 1968 s'insère dans une certaine continuité (certains se sont mobilisés pour les immigré·e·s avant 1968), pour d'autres, 1968 constitue une césure, un point de départ et de bascule donnant une visibilité aux immigrés, dans le cadre d'une mobilisation plus globale du monde ouvrier (apparition d'affiches « travailleurs français et immigrés »), temps d'expérimentation et, pour certains, d'apprentissage. Après 1968, les mobilisations continuent avec des revendications propres qui peuvent prendre de nouvelles formes (modalités, actions, etc.), de nouveaux objectifs, de nouveaux terrains (politiques et culturels), etc.
- 7 Il est important de préciser que le contexte international et la lutte pour la démocratie apparaissent dans de nombreux témoignages : la guerre d'Algérie, la répression au Maroc,

l'Estado Novo de Salazar et la révolution des Œillets au Portugal, la question palestinienne, les dictatures en Amérique latine (Chili, Argentine, etc.), la lutte anticoloniale, etc. Même si la question des luttes dans le contexte international ne constitue pas la problématique première de la campagne, ces croisements impactent les mobilisations et luttes en France, plus précisément dans les expériences et les formes de militantisme des témoins. Ces croisements témoignent aussi du lien fort qu'entretiennent certains militants engagés pour l'égalité des droits des immigrés en France et la lutte contre les régimes en place dans les pays d'origine.

- 8 Le choix de l'année 1988 peut paraître moins évident. Il a fait l'objet de longues discussions au sein de l'équipe de Génériques et du comité de pilotage. Plusieurs facteurs concomitants justifient ce choix. Tout d'abord, le retour de la gauche au pouvoir, qui marque l'échec de dispositifs jugés discriminatoires et restrictifs envers les immigrés et leurs familles (réforme du Code de la nationalité et lois sur l'entrée et le séjour des immigrés). De plus, l'année 1988 marque un tournant dans les politiques publiques envers les immigrés, lorsqu'« intégration » devient le terme officiellement consacré pour définir la politique qualifiée jusque-là d'insertion. Rappelons que Claude Évin, ministre de la Solidarité nationale, déclarait en juin 1988 devant le conseil d'administration du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS) : « Les étrangers qui résident actuellement en France y resteront, chacun en est aujourd'hui conscient ; parlons donc maintenant d'intégration plutôt que d'insertion ». Du côté des associations, les États généraux de l'immigration, organisés par des associations dites de l'immigration, qui se tiennent à Saint-Denis en mai 1988, placent la question de la mémoire au cœur des débats. Ceux-ci tournent alors autour de la sauvegarde de la mémoire des trois marches pour l'égalité et contre le racisme de 1983, 1984 et 1985. Un autre facteur décisif dans le choix de l'année 1988 est le score élevé du Front national aux élections présidentielles de mai 1988 (près de 15 %). Au-delà de l'actualité des années 1968 et 1988, ces bornes chronologiques permettent aussi de croiser les sources écrites classées par Génériques ou de nombreux fonds d'associations ou de particuliers actifs dans cette période, comme le fonds de l'Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF) classé par Génériques et déposé aux Archives nationales⁴ ou l'important fonds de périodiques portugais imprimés en France mis à disposition de Génériques par Vasco Martins et numérisé⁵.

Méthodologie de la collecte

- 9 En parallèle de ses travaux de recherches sur la mémoire de l'immigration, Génériques s'est adressée à des spécialistes pour élaborer ce projet, historiens et archivistes maîtrisant la méthodologie d'une collecte de témoignages oraux filmés. Ces rencontres multiples ont abouti à la constitution d'un comité de pilotage réunissant des membres de l'équipe de Génériques (historiens et archivistes), des universitaires et des membres d'institutions patrimoniales. Le comité de pilotage a contribué à la définition des bornes chronologiques, au choix des témoins (qui a suscité de longs débats), à la préparation de la grille et à la méthode de conduite des entretiens. Ceux-ci ont été menés par les membres de Génériques à l'exception de deux réalisés par des membres du comité de pilotage.
- 10 Avant l'entretien filmé, un pré-entretien a généralement lieu. Celui-ci permet de présenter la campagne au témoin et de recueillir les principaux éléments de sa vie

militante afin de préparer l'entretien filmé. Les entretiens sont généralement filmés par des membres de l'équipe de Génériques dans un lieu laissé au libre choix des témoins (leur domicile, un local associatif, etc.). La méthode retenue est celle de l'entretien semi-directif centré sur la vie du témoin. La grille d'entretien est structurée autour de la question du militantisme, avec un accent sur la question de l'engagement. L'enquêteur a particulièrement insisté sur les actions militantes en demandant des exemples concrets de luttes mais aussi un regard réflexif sur ces actions. Les témoins ont également été incités à décrire les conditions de vie des immigrés. Pour conclure était posée la question du bilan, de la transmission de la mémoire des luttes, de la relève dans le militantisme et de la situation des immigrés aujourd'hui en France.

Sélection des témoins

- 11 Plusieurs critères ont été retenus afin de parvenir à obtenir un large panel de témoins, avec l'évidente difficulté à réunir l'ensemble de ces derniers autour de 31 témoins seulement.
- Un souci de parité – 11 des témoins sont des femmes – afin de mettre en lumière le rôle encore souvent occulté des femmes dans les sources (orales et écrites) de l'histoire de l'immigration et des luttes.
 - Une approche selon le pays d'origine et la nationalité des acteurs : un panel large des nationalités mobilisées lors de ces luttes, acteurs immigrés mais aussi non immigrés : parmi les témoins figurent des Tunisiens, des Marocains, des Algériens, des Sénégalais, des Latino-Américains, des Portugais, des Français de toutes origines, un Égyptien d'origine palestinienne, un Italien, une Turque, et un Vietnamien. L'absence d'Espagnols dans cette campagne s'explique par sa complémentarité avec une campagne précédente sur une problématique proche de la Fédération d'associations et centres d'émigrés espagnols en France (FACEEF) qui sera également mise en ligne dans Odysséo.
 - Une échelle géographique large avec une approche régionale (Île-de-France, Lorraine, Alsace, Aquitaine, etc.).
 - Un changement d'échelle autour des acteurs et diversités des regards : leaders, militants anonymes ou « compagnons de route ». Une attention particulière a été portée sur le fait de ne pas interroger que des personnes dont on dispose par ailleurs de nombreux témoignages, tout en conservant l'impératif de représenter les grands moments de mobilisation.
 - Un changement d'échelle entre structures nationales telles que les syndicats ouvriers et structures locales ou régionales (radio Gazelle à Marseille), mais aussi entre événements nationaux (Mai 1968, Marche pour l'égalité et contre le racisme, etc.) ou des actions locales (la Maison peinte de la Cimade à Nanterre)
 - La temporalité : des témoignages nous permettent de traverser notre cadre chronologique. D'autres mettent en évidence le croisement intergénérationnel des mobilisations (des luttes des « travailleurs immigrés » dans les années 1970 aux luttes de la « seconde génération » dans les années 1980)
 - représentativité des niveaux sociaux : étudiants, travailleurs, intellectuels institutionnels militants, etc.
 - représentativité associative, politique et syndicale (groupes autonomes comme le Mouvement des travailleurs arabes, syndicats ouvriers, partis politiques, collectifs, mouvements d'extrême gauche).

- 12 Au final, 31 témoins ont été interrogés au cours de 32 entretiens qui ont duré entre 1 h et 3 h 40 pour une moyenne de 2 h. Cette campagne représente ainsi plus d'une soixantaine d'heures d'enregistrement. La principale difficulté rencontrée est liée à l'étendue du champ historique couvert par la campagne qui a rendu délicat le choix des témoins, car une liste de plusieurs centaines de noms avait émergé de nos recherches – chaque lutte pouvant elle-même faire l'objet d'une campagne à part entière. Les critères de représentativité définis au préalable et le rôle du comité de pilotage ont permis d'établir une liste finale des témoins. Cette liste doit toutefois aussi aux circonstances, à la disponibilité des personnes contactées. Il est également à noter que le contexte ou l'actualité ont pu influencer la campagne comme les témoignages, comme le trentième anniversaire de la Marche pour l'égalité et contre le racisme célébré en 2013⁶.

Modes de restitution et de valorisation

- 13 L'objectif de cette campagne d'archives orales était de recueillir un témoignage, une parole sur l'histoire de l'immigration qui ne soit pas seulement accessible aux seuls spécialistes, mais qui puisse permettre aux non-initiés de découvrir une autre page de l'histoire de France. Les entretiens ont été catalogués, leurs descriptions sont disponibles en ligne dans le portail des ressources de l'histoire de l'immigration Odysséo accompagnées d'un extrait représentatif de chaque entretien⁷. Les questions juridiques ont conduit à cette solution plutôt qu'à la diffusion en ligne des entretiens complets qui avait été d'abord envisagée. En effet, si dans leurs conventions les témoins ont autorisé la mise en ligne intégrale des entretiens, il était impossible en raison de leur nombre de solliciter tous les tiers mentionnés par les témoins (essentiellement des camarades de luttes) pour le recueil de consentement conformément aux préconisations de la CNIL. Certains extraits peuvent également contenir pour le témoin ou les tiers des éléments contrevenant au respect de la vie privée ou pouvant, dans des cas marginaux, relever de la diffamation. Les passages relevant de ces exceptions ont une communicabilité réservée conformément aux dispositions du Code du patrimoine.
- 14 Le traitement documentaire a consisté en la rédaction de fiches chrono-thématiques, puis en la rédaction d'un résumé de chaque entretien. Ce résumé a été inclus dans un inventaire global du fonds retraçant l'historique de la campagne avec les sources complémentaires et la biographie de chaque témoin. Cet inventaire a été réalisé suivant la norme générale et internationale de description archivistique ISAD(G) et encodé d'un point de vue informatique dans le format XML-EAD, comme tous les inventaires mis en ligne dans Odysséo. Ces normes et formats également partagés par la BDIC et les Archives nationales permettent une interopérabilité des catalogues et l'import futur de l'inventaire dans les bases de données de ces institutions⁸, moyennant une adaptation des certains éléments. Un travail conséquent d'indexation des dates, personnes, lieux et organismes mentionnés dans ces entretiens a également été réalisé. Les entretiens, une fois le traitement documentaire achevé, ont fait l'objet d'un don aux Archives nationales et à la BDIC à des fins de conservation et communication, et certains sont aussi conservés aux archives départementales du Val-de-Marne. Ils sont néanmoins toujours consultables à Génériques où l'on note déjà un intérêt scientifique pour cette campagne, car l'association a été contactée à plusieurs reprises par des étudiants et des chercheurs pour la consultation des entretiens. Pour les raisons juridiques énoncées ci-dessus, la version

de l'inventaire disponible en ligne ne propose qu'un résumé des entretiens, les fiches chronothématiques détaillées n'étant disponibles qu'en salle de lecture.

- 15 Plusieurs expositions virtuelles destinées au grand public réalisées par Génériques en lien avec l'Institut culturel de Google valorisent déjà des extraits⁹. Une journée de restitution qui réunissait témoins, chercheurs et archivistes a eu lieu à la BDIC le 29 octobre 2015¹⁰. Cette campagne a également fait l'objet d'une table ronde le 7 octobre 2016 animée par Génériques, les Archives nationales et la BDIC dans le cadre des 19^{es} *Rendez-vous de l'Histoire* de Blois¹¹.

Apport historique de la campagne

- 16 Les sources orales permettent de découvrir des éléments que les sources écrites ne révèlent pas. En effet, l'engagement, même s'il évolue dans le cadre de l'action collective, reste un acte intime, motivé par des raisons politiques et personnelles propres à chacun. Pour les chercheurs qui s'intéressent à l'histoire « par en bas », les témoignages permettent de saisir la manière dont les luttes et les mobilisations prennent forme, se font, se défont, évoluent, etc. De plus, l'engagement repose sur des échanges informels dont les sources écrites ne témoignent pas. Les archives orales comblent une autre lacune des sources écrites : leurs délais et conditions d'accessibilité. S'il faut attendre plusieurs dizaines d'années pour accéder à certaines sources écrites, après avoir parfois essuyé le refus des détenteurs des fonds, les archives orales permettent une relation immédiate et peu contraignante avec l'histoire récente. Dans le cas de cette campagne, il est évident que ces sources d'archives permettront d'éclairer de nombreuses ombres marquées par le manque de sources écrites disponibles et/ou consultables. À la croisée de l'histoire politique, culturelle et ouvrière et sociale, cette campagne devrait aider un certain nombre de chercheurs dans leurs travaux. En effet, de nombreux champs sont couverts dans cette campagne puisque les objets aussi bien que les formes de luttes varient : luttes pour les papiers, pour des conditions de vie et de logement décentes, contre le racisme, pour les droits des femmes, pour la justice, pour le salaire égal, pour la reconnaissance, etc. Sous différentes formes : luttes syndicales (grèves, etc.), mouvements autonomes, luttes politiques, mobilisations culturelles et artistiques (radio, presse, théâtre militant, peinture). Cette campagne révèle, *in fine*, que les luttes de l'immigration, dans leur diversité et leur pluralité, croisent l'histoire et la mémoire collective nationale.
- 17 L'historien Daniel Gordon, maître de conférences en histoire européenne à l'université de Edge Hill en Grande-Bretagne, auteur du livre *Immigrants and Intellectuals : May 68 and The Rise of Anti-Racism in France* en 2012 et membre du comité de pilotage du projet, a commencé à ébaucher des pistes pour la recherche pour « les années 1968 » à partir de ces témoignages. Il livre ses réflexions au cours d'une communication lors de la journée de restitution de cette campagne organisée par Génériques le 29 octobre 2015 à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine¹². Pour lui, ce projet constitue « une chance de compléter les lacunes en matière de témoignages oraux dans [son] propre travail ». Son intervention porte sur la richesse de cette campagne du point de vue de la diversité et à plusieurs niveaux.
- 18 Du point de vue du genre, il souligne dans cette intervention le fait que les témoins, sélectionnés dans un souci d'égalité, constituent un atout pour des recherches futures sur des problématiques croisées entre genre et immigration. Il insiste sur le rôle joué par certaines Françaises dans le combat pour l'égalité entre Français et immigrés. Josée

Frouin qui a été interviewée pour ce projet par Laurence Bourgade sur la suggestion de Daniel Gordon a souhaité témoigner avec son mari Jean avec lequel elle milite depuis les années 1960. Ils s'engagent ensemble dès cette période auprès des populations immigrées des bidonvilles de région parisienne, à Meudon, puis à L'Hay-les-Roses. Leurs actions visent à l'amélioration des conditions de vie des populations, en majorité algériennes, habitant ces bidonvilles et à la sensibilisation des riverains et des pouvoirs publics. Alors que Jean s'engage au niveau politique et syndical, Josée est particulièrement active auprès des femmes du bidonville. En parallèle, elle milite à la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) pour aider les enfants des bidonvilles à intégrer les structures scolaires. Vers 1968, elle met en place un cours d'alphabétisation à destination des femmes à Chevilly-Larue, ce qu'elle raconte au cours de l'entretien mené par Laurence Bourgade, archiviste des archives départementales du Val-de-Marne :

Josée Frouin : J'ai découvert la situation de ces femmes perdues complètement. Il existait par les comités d'entreprise des cours d'alphabétisation [pour les hommes], pour qu'ils arrivent à comprendre ce qu'on leur disait de faire, mais rien pour les femmes [...].

Laurence Bourgade : Quand vous pensez créer un groupe d'alphabétisation, c'était pour quelles femmes ?

Josée Frouin : C'était parce que moi j'ai tellement navigué dans ce milieu-là que j'ai connu beaucoup de femmes, j'ai connu beaucoup de familles. J'en ai connu là où j'habitais, je les rencontrais au marché, donc j'ai sympathisé. Et puis j'avais beaucoup de sympathie avec des enseignants. J'ai rencontré également des étudiantes qui avaient envie de faire quelque chose. C'était un groupe d'enseignants à la retraite, de jeunes étudiantes, certaines d'origine maghrébine – il y en avait déjà – et des gens comme moi. On s'est dit « on va faire quelque chose ». J'ai débuté à Chevilly-Larue dans un centre social, en plein centre de la cité des Sorbiers et ensuite j'ai prolongé sur L'Hay-les-Roses parce qu'on nous offrait des locaux dits « sociaux » en bas de tours qui s'étaient construites sur l'emplacement d'anciens bidonvilles. Ça a été d'une richesse incroyable. Il y en a certaines, et je n'en étais pas la seule, qui ne sauraient jamais lire et écrire véritablement [...]. Par contre, ce n'était pas la première urgence. C'était avant tout qu'elles aient un lieu d'échange, qu'elles viennent avant tout une fois par semaine, où on était entre femmes, uniquement entre femmes, où elles retrouvaient un peu ce qu'elles vivaient dans leur douar : les cours intérieures avec les générations ensemble. Un lieu de soutien quand il y avait un problème de santé ou un problème même dans leur foyer¹³.

- 19 Par la suite elle évoque avoir parlé de contraception avec ces femmes, car elle militait également pour le planning familial. Elle explique que cette expérience l'a fait devenir « féministe dans le bon sens du terme ». D'autres témoignages abordent la question du féminisme et des relations entre les organisations féministes immigrées autonomes comme l'EMAF (Expressions maghrébines au féminin), la troupe de théâtre La Kahina ou les Nanas beurs, et les organisations féministes françaises. L'exposition virtuelle « Femmes de l'immigration pour l'égalité et contre les discriminations, 1970-1996 » intègre plusieurs extraits d'entretiens de cette campagne¹⁴.
- 20 La chronologie de la campagne est aussi un élément que Daniel Gordon met en avant en termes de diversité des temps d'engagement. Il relève la date de création du groupe de femmes fondé par Josée Frouin comme un élément important puisqu'il remet en cause, selon lui, l'historiographie française qui fait traditionnellement apparaître la figure de la femme française militante féministe dans les années 1970. La question des femmes et des enfants immigrées et leur prise en compte par la société française est souvent traitée comme faisant suite à la mise en place de la politique du regroupement familial, rendu légal et institutionnalisé en 1976, or cet extrait montre l'antériorité de leur présence en

France et souligne le fait que ces populations étaient déjà prises en compte par des militants. Daniel Gordon souligne le mélange générationnel de ce groupe, qui contribue à remettre en cause l'idée que les années 1968 n'ont été le fait que de jeunes militants « le militantisme des années 1968 [ne pouvant se réduire] selon lui, à une affaire des jeunes, de conflit de générations ». Cette question générationnelle, et la question de la transmission des luttes de génération en génération, est, comme nous l'avons exposé, un élément au centre de la problématique de cette campagne.

21 Le troisième angle de l'historien est celui de la diversité des origines nationales dans l'immigration. Il souligne dans son livre que, pendant les années 1960, trois des quatre sources principales de l'immigration de masse de la main d'œuvre en France étaient européennes (Italiens, Espagnols et Portugais). Il a souhaité, dans sa communication, mettre en lumière le cas de Roland Rutili, interrogé par Génériques sur sa suggestion. Roland Rutili est né en France, en 1940, de parents italiens antifascistes. Son père a fui Mussolini pendant les années 1920 et s'est établi en France ; résistant, il est mort en déportation à Mauthausen en 1943. Roland Rutili grandit avec sa mère à Audun-le-Tiche en Moselle. Il milite très tôt, suivant l'exemple paternel, et s'implique au sein des jeunesses communistes et de la jeunesse ouvrière chrétienne. Suite à un apprentissage, il intègre un bureau d'études de dessin industriel qu'il abandonne, préférant occuper un métier ouvrier dans les mines de fer. Il adhère à la Confédération générale du travail (CGT) et au parti communiste français. À 21 ans, à sa majorité, il est un militant actif contre la guerre d'Algérie, il décide de rester italien et de renoncer à sa nationalité française pour ne pas servir dans ce conflit. Toujours très actif du point de la militance politique, sociale et culturelle, il s'implique dans la campagne du PCF aux élections municipales de 1965 qui voient son parti ravir de nombreuses villes de Moselle à la droite. Il s'investit par la suite localement dans les mouvements de mai 1968. Il subit des représailles pour cet engagement et fait partie des militants étrangers expulsés pour trouble à l'ordre public. Assigné à résidence dans le Puy-de-Dôme, il organise sa riposte avec plusieurs partis et syndicats de gauche. Son assignation à résidence est transformée en interdiction de séjour dans les quatre départements de la Lorraine. Il est affecté au bureau confédéral de la CGT au service immigration pour les ressortissants italiens, puis travaille à la maison des syndicats à Créteil. Il fait partie de la « commission Dijoud » en tant que représentant des questions de l'immigration de la CGT pour le Val-de-Marne. Avec l'aide du service juridique de la CGT, il porte son dossier auprès des instances communautaires. Cette démarche aboutit à l'arrêt Rutili de la Cour européenne de justice du 28 octobre 1975, jugement important pour le principe de liberté de circulation pour les membres de l'Union européenne.

22 Interrogé sur mai 1968, il relate l'importance de la main-d'œuvre ouvrière immigrée dans la création de la richesse des Trente Glorieuses en France et évoque le contexte de son expulsion qu'il relie aux victoires électorales récentes du PCF dans sa commune et à une volonté de « vengeance politique » du gouvernement de droite représenté par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin :

La France doit sa richesse aux mains, à la sueur, au sang des ressortissants étrangers, bien sûr aux Français, mais dans toutes les corporations difficiles : le bâtiment où l'on meurt à la pelle par manque de sécurité, les mines de fer, les mines de charbon c'est la silicose, où l'on meurt avant la retraite, la sidérurgie où il y a quatre ouvriers sur cinq qui meurent avant l'âge de la retraite, dans les travaux publics à inhaler le goudron, dans les fruits que l'on cueille avec les immigrés espagnols. La France, une grosse partie de son assise industrielle, de sa puissance

économique, elle le doit aux travailleurs immigrés. Et c'est vrai que de tout temps, elle a été pour le patronat français un moyen d'une exploitation scandaleuse. Alors heureusement du côté français le syndicalisme à l'époque était encore tenace. Il y avait encore une force syndicale qui limitait les dégâts [...]. Tous ces immigrés qui étaient dans ces structures industrielles les plus importantes du pays, les structures industrielles charnières, ils étaient impliqués syndicalement, ils étaient dans les conseils syndicaux. Ils n'apparaissent pas quelquefois sur les listes parce qu'on n'avait pas gagné le droit syndical qui n'était pas acquis pour les ressortissants étrangers. Et l'Europe se mettait en place [...]. Donc ces immigrés-là qui étaient toujours dans la clandestinité devant ce mouvement [mai 68] que l'on croyait révolutionnaire [...] sont apparus au grand jour dans les prises de parole. C'était eux le syndicat, les immigrés, les étrangers, toutes les immigrations confondues avec les Français.

C'est dans ce contexte que les immigrés apparaissent au grand jour. Donc qu'est-ce qu'il a fait Marcellin ? Comme il faisait toujours, il a expulsé De Cecco pour dire aux Italiens « Fermez votre gueule, fermez-la ! Vous n'avez rien le droit de dire dans ce pays. Vous êtes des étrangers, des stranieri siete ! ». Et qu'est-ce qu'il a fait ? Il est allé chercher les immigrés qui étaient bien en vue dans différents départements pour que ça fasse tâche d'huile. Il a bien frappé fort et je ne sais pas, peut-être le chiffre est erroné et fantaisiste, mais je crois que c'est autour de cinq cents immigrés qui ont été frappés à l'époque et j'étais le dernier. Et c'est pour cela que je dis souvent, il aurait mieux fallu qu'il commence par moi, il n'aurait pas continué, parce qu'il est tombé sur un os. Un os, pas le personnage, mais l'histoire du personnage, toute la défense autour du personnage, toute la prise de position autour du personnage. Il est tombé sur un os, ce qui n'était peut-être pas possible pour d'autres, dans des grandes villes, mais moi j'étais impliqué dans le terroir. Donc il a sorti ses mesures d'expulsion et j'ai été le 325^e expulsé en France après les élections avant le dernier référendum de De Gaulle le 27 avril 1969¹⁵.

- 23 Daniel Gordon compare Roland Rutili à Daniel Cohn-Bendit : l'expulsion de Rutili a comme la sienne rencontré une très vive opposition, mais la mémoire collective n'a pas retenu Roland Rutili, qui demeure anonyme par rapport à la figure emblématique de *Dany le rouge*. Pour l'historien, il est nécessaire de faire sortir ce personnage de l'anonymat à plusieurs titres. Roland Rutili comme Cohn Bendit sont, pour lui, des cas exemplaires puisqu'ils démontrent que le statut relativement privilégié des citoyens européens en France n'est pas tout à fait acquis en 1968. Son expulsion était d'autant plus controversée que, comme Cohn-Bendit, Rutili est né en France, qui plus est d'un père héros de la Résistance mort en déportation. Mais contrairement à Cohn-Bendit, Daniel Gordon rappelle que Roland Rutili était ouvrier et communiste, mineur de fer syndiqué à la CGT. Par ses travaux, l'historien a mis en lumière les nombreux articles de la presse de la CGT, et son journal de langue italien *Lavoro*, ainsi que les journaux du MRAP consacrés à l'époque à « l'affaire Rutili ». Pour lui, cette figure remet en cause l'image du « soixante-huitard » anticommuniste, étudiant, résidant dans le Quartier latin. La question de la « seconde génération » se pose également ici, selon lui, en d'autres termes que celle de l'immigration postcoloniale, ouvrant ainsi de nouvelles portes pour la recherche en histoire.
- 24 Le témoignage de Rutili illustre enfin le quatrième axe de Daniel Gordon, celui la diversité géographique couverte par cette campagne. Roland Rutili dans son témoignage raconte l'histoire de la Lorraine, de sa ville Audun-le-Tiche et la place de l'immigration sur ce territoire. Jusqu'à récemment, l'historiographie des luttes de l'immigration pendant les années 1968 privilégie certains endroits emblématiques comme le 18^e arrondissement de Paris. L'historien mentionne des travaux sur mai 1968, en général en province, comme

ceux de Chris Reynolds qui critique la domination des mémoires par le Quartier latin. Toutefois il met en lumière que très peu de travaux portent sur les immigrés et mai 1968 en province. Or plusieurs autres témoignages de cette campagne racontent mai 1968 sur d'autres territoires. Ainsi Maria Amaral, artiste peintre argentine, alors étudiante aux Arts décoratifs et Manuel Dias, écrivain et militant portugais, alors engagé dans les Jeunesses ouvrières chrétiennes, résidaient en Alsace respectivement dans les villes de Strasbourg et de Colmar. Chacun relate dans son témoignage avoir participé, dans le cadre des événements de mai 1968, à des manifestations d'amitié et de solidarité entre les peuples français et allemands, qui ont eu lieu sur le pont de l'Europe à Strasbourg et qui ont permis à Daniel Cohn-Bendit de revenir en France.

25 La communication de Daniel Gordon révèle ainsi la richesse de cette campagne et ses différentes exploitations scientifiques autour de la question « des années 1968 ». Mais cette campagne peut être aussi exploitée sous d'autres angles, renouvelant les sources pour des périodes et questions scientifiques différentes ou pour des valorisations plus « grand public ». On citera par exemple :

- La question de la filiation entre les luttes anticoloniales, et plus particulièrement contre la guerre et la colonisation de l'Algérie, et les luttes pour le droit des immigrés y compris celles des années 1980.
- La question de la formation politique et/ou syndicale des immigrés et des Français impliqués dans les luttes.
- « Convergence 84 pour l'égalité », mobilisation qui revêt une importance aux yeux de nos témoins par sa structuration et les conséquences de son « échec » dans l'éclatement et la restructuration des mouvements militants l'ayant composée.
- Les expressions culturelles et l'art comme moyens de mobilisation à travers l'utilisation du théâtre ou de la peinture, la presse et les radios libres.

26 On voit ainsi que les recueils de témoignages des immigrés ne concernent pas la seule histoire de l'immigration, car les actions des immigrés irriguent la vie sociale, politique, syndicale, militante ou culturelle française. La composition plurielle du corpus *Histoire et mémoires de l'immigration : mobilisations et luttes pour l'égalité, 1968-1988* montre que, loin d'être uniquement une mémoire des communautés, la mémoire des immigrés doit être abordée comme une composante de la mémoire nationale.

NOTES

1. Présentation en grande partie extraite du rapport de Narguesse Keyhani, « Impact scientifique et appropriation sociale du portail Odysseo », Association Génériques-Labex Les passés dans le présent, juin 2016, p. 6-7. En ligne : <http://www.generiques.org/wp-content/uploads/2016/11/Impact-scientifique-et-appropriation-sociale-du-portail-Odyss%C3%A9o-v2.pdf>
2. Pour un centre du patrimoine. Note d'opportunité. Note de Génériques mentionnée dans le rapport cité précédemment, p. 7.
3. Sur les luttes de l'immigration, voir *Migrance*, n° 25 (2005) et *Migrance*, n° 41 (2013).

4. Voir l'inventaire sur Odysseo : <http://odysseo.generiques.org/resource/a011426697543qv4b15>
 5. Le fonds est librement consultable dans le portail Odysseo.
 6. Une présentation des témoins et des témoignages est consultable en ligne dans le catalogue Odysseo : <http://odysseo.generiques.org/ark:/naan/a011441961090Qd7inL>
 7. http://odysseo.generiques.org/resource_context/a011441961090Qd7inL/a011442565822ttowE8
 8. La salle des inventaires virtuelle des Archives nationales (<http://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>) et le Catalogue en ligne des archives et des manuscrits de l'enseignement supérieur en France (Calames) pour la BDIC (<http://www.calames.abes.fr/pub/>)
 9. Voir <http://www.generiques.org/category/expositions-virtuelles/>
 10. Voir <http://www.generiques.org/retour-sur-la-journee-de-restitution-de-la-campagne-darchives-orales-de-generiques/>
 11. Voir <http://www.rdv-histoire.com/edition-2016-partir/des-archives-orales-de-l-immigration-une-memoire-militante-racontee>
 12. Voir : <http://www.generiques.org/retour-sur-la-journee-de-restitution-de-la-campagne-darchives-orales-de-generiques/#sthash.2IVESR6P.dpuf>
 13. Cet extrait est consultable en ligne : http://odysseo.generiques.org/search/result#viewer_watch:a011442566824ZUS5Mh/c29b856893//
 14. Voir <http://www.generiques.org/femmes-de-limmigration-pour-legalite-et-contre-les-discriminations-1970-1996/#sthash.viPJQ5VO.dpuf>.
 15. Cet extrait est consultable en ligne : <http://odysseo.generiques.org/ark:/naan/a011442566308gQhglF/9222951c94>
-

RÉSUMÉS

Le projet « Histoire et mémoires de l'immigration : mobilisations et luttes pour l'égalité, 1968-1988 », mené entre 2012 et 2015, a permis le recueil de témoignages filmés d'un corpus de 31 témoins représentatifs de l'histoire du militantisme social, culturel, intellectuel et politique autour de la question de l'immigration en France. Ont été interrogés des actrices et des acteurs qui, par leur parcours, ont joué un rôle dans les mobilisations et les luttes pour l'égalité et ont contribué au changement des représentations des immigré·es. Cet article présente les objectifs et la problématique de la campagne ainsi que les moyens et la méthodologie mis en œuvre. Il offre également des premières pistes de recherche pour l'exploitation de ce corpus dans une optique de renouvellement de l'historiographie sur les luttes de l'immigration en France pour la période concernée.

The project « History and memories of immigration: mobilisation and the struggle for equality, 1968-1988 », carried out by the association Génériques, starting in 2012 and ending in 2015, resulted in a collection of filmed accounts from a corpus of 31 witnesses representing the history of social, cultural, intellectual and political militantism centred on the issue of immigration in France. The men and women interviewed had played a role in the mobilisation and the struggle for equality and contributed to changing representations of immigrants of both sexes. This

article presents the goals and problematic of this campaign, as well as the means and methodology employed. It also offers potential research approaches for the use of this corpus with a view to renew historiography.

INDEX

Mots-clés : immigration, mobilisations, militantisme, années post 68

Keywords : immigration, struggles, militancy, may 1968

AUTEURS

TIFENN HAMONIC

Archiviste, archives départementales de Loir-et-Cher

LOUISA ZANOUN

Historienne, responsable du pôle scientifique et culturel l'association Génériques jusqu'en 2015